

Nouvelles monnaies : les enjeux macro-économiques, financiers et sociétaux

Déclaration du groupe de la CGT

Le rapporteur indique d'emblée que l'avis ne traite pas du système monétaire dans son ensemble, ni des problématiques de politique monétaire. En effet, presque tous les phénomènes passés en revue ont un point commun : ils ne possèdent pas une des caractéristiques les plus utiles de la monnaie, à savoir la possibilité d'anticiper la création de richesses par le crédit bancaire.

Ce n'est bien sûr pas le cas des nouvelles techniques de paiement électroniques, qui ne sont qu'un moyen parmi d'autres de faire circuler la monnaie existante.

Ce n'est pas le cas non plus des « monnaies électroniques » dont le *Bitcoin* est la plus connue : ces dispositifs reposent sur une conception réactionnaire de la monnaie, partageant avec l'or – cette « relique barbare » dont parlait Keynes – la propriété d'être émis en quantité limitée, sans lien avec les besoins à financer. En revanche, leur construction offre de dangereuses possibilités de spéculation.

Enfin, les monnaies complémentaires ou les systèmes d'échanges locaux ne fonctionnent que comme moyen de paiement à l'intérieur des cercles où ils facilitent les échanges. Plusieurs de ces monnaies locales sont d'ailleurs délibérément fondantes, pour empêcher qu'elles ne servent à l'accumulation de patrimoines au lieu de circuler ; mais de ce fait, elles ne peuvent pas non plus servir de support à des opérations de crédit.

Ces monnaies locales ou complémentaires n'en présentent pas moins un grand intérêt social et politique. Donnant à leurs participants le pouvoir de décider et d'organiser de façon collective et contractuelle une partie de leurs relations économiques, elles répondent à une aspiration montante, chez nos contemporains, à maîtriser ces phénomènes monétaires et financiers qui provoquent tant de dégâts dans nos économies.

Ces expériences portent néanmoins parfois certaines ambiguïtés, par exemple lorsqu'elles s'inscrivent dans une logique d'enfermement identitaire locale, ce qui est un retour en arrière.

Liées à d'autres transformations structurelles du pouvoir monétaire, depuis une intervention des citoyens pour peser localement sur le comportement des banques jusqu'à la remise en cause d'un système monétaire international fondé sur un dollar qui n'a plus les moyens de son hégémonie, ces expériences peuvent faire partie d'une réponse globale à la crise de civilisation dont les mutations de la monnaie, ce « fait social total », sont un des symptômes.

Les phénomènes examinés dans l'avis restent cantonnés, pour l'heure, à un statut marginal dans le fonctionnement de nos économies. Ils n'en présentent pas moins des opportunités et des risques. Les préconisations pour y faire face en rendant plus claires et plus transparentes les responsabilités de toutes les parties prenantes sont raisonnables : la CGT a voté l'avis.